

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTI/7
11 juillet 2003

(03-3792)

**Groupe de travail des liens entre
commerce et investissement**

RAPPORT AU CONSEIL GÉNÉRAL

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1
II. MODALITÉS DE TRAVAIL	1
A. SOURCES ET DOCUMENTS EMPLOYÉS	1
B. RÉUNIONS TENUES EN 2002-2003	1
C. COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES.....	1
III. ACTIVITÉS DU GROUPE DE TRAVAIL EN 2002-2003	2
A. ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU TITRE DU PARAGRAPHE 21 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA.....	2
B. QUESTIONS LIÉES AU PARAGRAPHE 22 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA	3
1. Portée et définition	3
2. Transparence.....	4
3. Dispositions relatives au développement	5
4. Non-discrimination et modalités pour les engagements avant établissement.....	6
5. Sauvegardes concernant la balance des paiements.....	8
6. Obligations des investisseurs et des gouvernements des pays d'origine.....	8
7. Liens entre un cadre multilatéral pour l'investissement et l'AGCS.....	9
8. Généralités	10
 ANNEXE 1	 TEXTE DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA
 ANNEXE 2	 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CONTRIBUTIONS REÇUES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL DES LIENS ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT EN 2002 ET 2003
 ANNEXE 3	 ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EXÉCUTÉES EN 2002-2003

I. INTRODUCTION

1. Le Groupe de travail des liens entre commerce et investissement a été établi par une décision prise à la première Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Singapour en 1996. De 1997 à 2001, le Groupe de travail a fondé ses travaux sur une Liste de questions proposées pour examen dont il avait pris note à sa réunion de juin 1997. À la quatrième Conférence ministérielle, à Doha en 2001, son mandat a été révisé (annexe 1).¹

2. Le Groupe de travail soumet le présent rapport à la lumière de la décision prise par le Conseil général à sa réunion du 10 février 2003, selon laquelle "la Conférence ministérielle aurait ... à sa disposition, à titre de rapport du Conseil général, une compilation des rapports annuels de 2002 de tous les organes de l'OMC, ainsi qu'un rapport de mise à jour concernant l'évolution des activités en 2003".² Le présent rapport doit donc être lu conjointement avec le rapport annuel de 2002 du Groupe de travail (WT/WGTI/6).

II. MODALITÉS DE TRAVAIL

A. SOURCES ET DOCUMENTS EMPLOYÉS

3. Les activités du Groupe de travail en 2003 se sont fondées sur des communications écrites du Secrétariat et des Membres, ainsi que sur des déclarations faites par les Membres au cours des réunions. On trouvera ci-joint (annexe 2) une liste de l'ensemble des communications écrites présentées au Groupe en 2002 et jusqu'en juin 2003).

B. RÉUNIONS TENUES EN 2002-2003

4. Le présent rapport couvre les trois dernières réunions du Groupe de travail tenues sous la présidence de l'Ambassadeur Seixas Corrêa (Brésil): les 3 et 4 décembre 2002, 14 et 15 avril 2003 et du 10 au 12 juin 2003. Les comptes rendus des réunions, qui figurent dans les documents WT/WGTI/M/20, 21 et 22, restituent les débats dans leur intégralité. À sa réunion de juin, le Groupe de travail a adopté son rapport au Conseil général.³

5. Le Groupe de travail a été mis au courant à intervalles périodiques des activités d'assistance technique menées par le Secrétariat en vertu de la Déclaration ministérielle de Doha et a continué de se concentrer sur les éléments devant faire l'objet d'une clarification conformément au paragraphe 22 de ladite Déclaration ainsi que sur des sujets connexes. Il a été prévu, lors des réunions, que les Membres poursuivraient leurs discussions sur la Liste de questions proposées pour examen.

C. COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

6. La Déclaration ministérielle de Doha a invité l'OMC à coopérer avec d'autres organisations intergouvernementales compétentes, notamment pour accroître le soutien en faveur de l'assistance technique et du renforcement des capacités. À cet égard, toutes les activités d'assistance technique menées en 2003 conformément au paragraphe 21 du mandat issu de la Conférence de Doha ont été exécutées conjointement par les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED, avec parfois la collaboration d'autres institutions. Le FMI, la Banque mondiale, la CNUCED, l'OCDE et l'ONUDI

¹ WT/MIN(01)/DEC, paragraphes 20 à 22.

² WT/GC/M/78, paragraphe 155.

³ Le présent rapport couvre les débats qui ont eu lieu lors de la dernière réunion tenue par le Groupe en 2002 et lors de ses deux réunions de 2003.

ont été invités à assister aux réunions du Groupe de travail en qualité d'observateurs. Ces institutions ont informé les Membres de leurs activités pertinentes et ont enrichi les délibérations du Groupe de travail. Celui-ci se félicite de leur précieuse contribution à ses travaux.

III. ACTIVITÉS DU GROUPE DE TRAVAIL EN 2002-2003

7. Cette partie du rapport récapitule les débats du Groupe de travail conformément aux paragraphes 20 à 22 de la Déclaration ministérielle de Doha.

A. ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU TITRE DU PARAGRAPHE 21 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA

8. Les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED ont élaboré une note intitulée "Collaboration future entre les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED dans le domaine de l'investissement en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités pour les pays en développement et les pays les moins avancés" (WT/WGTI/W/161). Une communication écrite a en outre été reçue des CE (WT/WGTI/W/163).

9. Les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED ont continué à informer régulièrement le Groupe de leurs activités d'assistance technique, dont la plupart ont été menées conjointement. On trouvera ci-joint (annexe 3) une liste de toutes les activités d'assistance et de renforcement des capacités exécutées pendant la période 2002-juin 2003. Sur la base des observations et suggestions des délégations, l'OMC et la CNUCED ont également élaboré un document de synthèse contenant des propositions sur les futures activités d'assistance technique liées à l'investissement. Ces propositions couvriraient plusieurs thèmes connexes, y compris l'amélioration de la division du travail entre l'OMC et la CNUCED de manière à mieux tenir compte de leurs domaines respectifs de compétence, à obtenir que d'autres organisations internationales ayant des compétences dans le domaine de l'investissement participent plus directement à la mise en œuvre du mandat de Doha et à asseoir le financement à long terme du programme coordonné d'assistance technique sur une base ferme.

10. Le Groupe de travail s'est dit généralement satisfait de l'ampleur et de la profondeur du programme d'assistance technique exécuté par l'OMC et la CNUCED, lequel avait permis aux gouvernements de mieux évaluer les incidences d'une coopération multilatérale plus étroite en matière d'investissement et de prendre à Cancún, en toute connaissance de cause, des décisions sur les activités futures liées à l'investissement. Un certain nombre de délégations ont dit qu'il restait beaucoup à apprendre sur les implications d'un cadre multilatéral éventuel pour l'investissement et ses effets sur les flux d'investissement et les politiques nationales et ont souligné la nécessité de poursuivre et d'élargir le programme d'assistance technique au-delà de Cancún. Il a été souligné que des séminaires nationaux et régionaux d'un ou de deux jours, pour utiles qu'ils soient, ne laissent pas assez de temps pour permettre aux participants d'examiner et de comprendre les nombreux sujets complexes soulevés. D'aucuns ont souligné la nécessité de faire participer plus directement des experts régionaux aux futures activités d'assistance technique et d'élargir à d'autres organismes internationaux et régionaux ayant des compétences en matière d'investissement la coopération prescrite entre l'OMC et la CNUCED. Il a été également suggéré que les fonctionnaires en poste à Genève soient encouragés à jouer un rôle plus actif dans les activités d'assistance technique sur le terrain. Il a été souligné que l'assistance technique et le renforcement des capacités devraient aller au-delà d'un examen des incidences d'un renforcement de la coopération multilatérale dans le domaine de l'investissement, et soutenir les efforts déployés par les pays en développement et les pays les moins avancés pour améliorer les éléments constitutifs d'un environnement propice à l'IED.

11. Certains ont appuyé la suggestion que la division du travail entre l'OMC et la CNUCED soit plus clairement définie dans les activités futures afin d'éviter les chevauchements ou doubles emplois et d'assurer que l'assistance technique fournie par les deux organisations mette l'accent sur les

domaines où elles ont un avantage comparé. Le rôle critique de la CNUCED pour ce qui est d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés à comprendre la dimension développement d'un cadre éventuel pour l'investissement a été réaffirmé et les délégations ont souligné la nécessité d'assurer que des ressources financières adéquates soient trouvées pour financer la collaboration de la CNUCED avec l'OMC.

12. Il était également entendu que toutes idées ou propositions concernant la poursuite, le développement ou la modification du programme conjoint OMC-CNUCED d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine de l'investissement seraient à l'évidence fonction de la nature du mandat que donneraient les Ministres à la cinquième Conférence ministérielle à Cancún en septembre.

B. QUESTIONS LIÉES AU PARAGRAPHE 22 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA

1. Portée et définition

13. Des communications écrites ont été reçues du Canada (WT/WGTI/W/157) et de la Chine (WT/WGTI/W/159).

14. Le Groupe de travail a convenu que la définition de l'investissement jouerait un rôle central dans la forme que prendrait tout cadre multilatéral éventuel sur l'investissement, du fait qu'elle déterminerait la portée et le champ d'application de ses dispositions de fond et engagements spécifiques. Le débat s'est poursuivi sur les mérites relatifs d'une définition étroite ou large de l'investissement.

15. Selon un point de vue, une définition étroite de l'investissement permettrait aux Membres d'attirer effectivement l'IED tout en évitant des risques financiers. Une définition étroite, qui limiterait le champ d'application à l'IED, traduirait de la manière la plus claire le mandat énoncé dans la Déclaration ministérielle de Doha, qui était d'assurer des conditions transparentes, stables et prévisibles pour l'investissement transfrontières à long terme, tout en rendant superflue une définition plus précise de la portée et du champ d'application d'un tel accord par des dispositions précises. Cela permettrait par ailleurs d'axer tout cadre éventuel sur l'encouragement du développement économique et la promotion du commerce des pays d'accueil, en particulier les pays en développement, sans les exposer aux risques et à l'instabilité inhérents aux flux de capitaux spéculatifs à court terme. Une définition étroite permettrait aussi d'établir plus facilement un équilibre entre les intérêts des pays d'accueil et d'origine, ce qui se traduirait par un soutien accru de la part des Membres de l'OMC.

16. Il a été indiqué dans ce contexte qu'il fallait également établir une distinction entre les différents types d'IED, étant donné leur impact et leurs incidences différents en ce qui concerne l'éviction de l'investissement national et les politiques globales des gouvernements en matière de développement, de finances, de macro-économie et de réglementation. Il a été souligné aussi que pour mettre en lumière les incidences de ces paramètres sur le plan de la politique de développement, il fallait effectuer des études sur la nature et les effets des flux de capitaux transfrontières.

17. Selon un autre point de vue, une définition large de l'investissement permettrait une architecture plus souple, correspondant mieux au comportement des entreprises dans l'économie mondiale contemporaine. Les tentatives de définition de l'IED au moyen de notions imprécises telles que l'intérêt durable ou un seuil de participation nuisaient à l'élaboration de dispositions de fond claires et souvent ne rimaient à rien. Compte tenu du caractère fluctuant des flux financiers internationaux et des nouvelles formes d'investissement étranger, tout accord qui ne tiendrait pas compte des participations minoritaires au capital et/ou des alliances stratégiques, risquerait d'être dépassé. Une définition large présenterait l'avantage additionnel d'être compatible avec la plupart des

accords internationaux existants sur l'investissement (AII), en particulier les conventions bilatérales en matière d'investissement qui utilisaient des définitions fondées sur les actifs.

18. On a fait observer que l'adoption d'une définition large n'impliquait pas que tous les types d'actifs devaient nécessairement être couverts par un accord sur l'investissement ou que tous les actifs couverts le soient par toutes les dispositions dans toutes les circonstances. Il existait diverses options pour exclure certaines catégories ou sous catégories d'actifs dans le cadre d'une définition large. Plus généralement, l'avis a également été exprimé que la portée d'un cadre sur l'investissement dépendrait en fin de compte non seulement de la définition utilisée pour l'investissement, mais aussi des dispositions de fond du cadre – en particulier des dispositions relatives à la non discrimination, aux engagements avant établissement, au développement, aux exceptions et aux sauvegardes concernant la balance des paiements – et de la structure de ses engagements spécifiques.

19. Il a été dit qu'un article sur la "portée" pourrait contribuer à définir le champ d'application d'un accord cadre éventuel et à établir un accord éventuel de l'OMC sur l'investissement plus solidement et plus clairement parmi les accords internationaux sur le commerce et l'investissement (y compris les Accords de l'OMC). Pour certains, il fallait aussi que le Groupe examine comment la définition utilisée dans un accord éventuel sur l'investissement et la notion de "présence commerciale" utilisée dans l'AGCS pouvaient être conciliées.

20. On a rappelé que différentes définitions pouvaient être utilisées pour les différentes phases de l'investissement: une définition étroite pour l'accès aux marchés et la libéralisation de l'investissement (avant établissement), qui couvrirait uniquement l'IED, et une définition large, qui couvrirait un large éventail d'actifs, pour la protection de l'investissement une fois qu'il serait établi localement (après établissement). Une telle approche pourrait optimiser les avantages d'une réglementation multilatérale de l'investissement, tout en protégeant les pays des effets négatifs éventuels des flux de capitaux à court terme.

21. L'argument a été avancé que la question précise des types spécifiques d'investissement qui devraient être couverts par un accord était plus pertinente que la question plus abstraite de l'adoption d'une définition large ou étroite. Certains ont laissé entendre que la délimitation entre les investissements couverts et ceux qui ne le seraient pas pourrait être rendue plus claire dans le cadre des négociations de fond au cas où l'on parviendrait à un consensus sur l'orientation principale d'un cadre multilatéral éventuel pour l'investissement. D'autres, cependant, ont estimé que disposer de définitions claires était un préalable important pour parvenir à un consensus sur les futurs travaux relatifs à un éventuel cadre multilatéral pour l'investissement.

2. Transparence

22. Des communications écrites ont été reçues du Canada (WT/WGTI/W/155), du Japon (WT/WGTI/W/158) et de la Chine (WT/WGTI/W/160).

23. Il a été réaffirmé que la transparence jouait un rôle important dans la création d'un climat prévisible, stable et sûr pour l'investissement étranger. Il a également été convenu qu'une plus grande transparence dans les régimes d'investissement se traduisait par des avantages aussi bien pour les pays d'accueil que pour les investisseurs. Si certains ont vu là un argument en faveur de l'inclusion d'obligations de transparence dans un cadre multilatéral éventuel pour l'investissement, d'autres ont contesté que des obligations internationales contraignantes soient nécessaires, puisqu'il était dans l'intérêt d'un pays d'être "transparent".

24. Les discussions au sein du Groupe de travail ont continué à porter essentiellement sur la nature et la portée des obligations de transparence éventuelles. Pour certains, les dispositions existantes en matière de transparence à l'OMC offraient un point de départ utile pour examiner le type

d'obligations qui pourraient être incorporées dans un cadre multilatéral pour l'investissement. Il y a eu débat, cependant, sur ce qui constituait précisément une disposition relative à la "transparence" à l'OMC. Les prescriptions concernant la publication et la notification des lois, règlements et autres textes pertinents étaient de toute évidence des dispositions relatives à la transparence, mais les avis divergeaient quant à la question de savoir si la notion de transparence s'étendait aussi à la façon dont les lois et règlements étaient administrés. Il a été souligné également que l'investissement faisait l'objet d'un éventail beaucoup plus large de mesures et de règlements nationaux que le commerce, ce qui étendait la portée possible des dispositions relatives à la transparence dans un cadre éventuel pour l'investissement par rapport au système commercial, d'où des préoccupations quant aux capacités des pays en développement sur le plan technique et sur le plan des ressources pour satisfaire aux nouvelles prescriptions en matière de transparence.

25. D'aucuns ont estimé que dans tout accord éventuel sur l'investissement les obligations de transparence devraient s'appliquer aussi bien aux investisseurs et aux pays d'origine qu'aux pays d'accueil. D'autres, cependant, se sont demandé s'il était opportun et possible – et nécessaire – d'élaborer et de mettre en œuvre des règles sur la transparence en ce qui concerne les pays d'origine et surtout les investisseurs.

26. Un thème qui revenait constamment était la nécessité d'orienter l'assistance technique et le renforcement des capacités vers les efforts des pays d'accueil visant à rendre leurs régimes internes d'investissement plus transparents. Pour certains, un cadre multilatéral devrait inclure des dispositions claires et détaillées pour lier la mise en œuvre des obligations de transparence et la réforme des procédures à l'assistance technique et au renforcement des capacités. D'autres ont estimé qu'il ne fallait pas considérer l'assistance technique comme quelque chose qui pouvait se substituer à une définition claire de l'étendue et des limites des obligations de transparence dans tout accord éventuel sur l'investissement.

27. Un échange de vues a eu lieu sur la question de savoir si une approche de "listes positives" pour l'inscription d'engagements était fondamentalement plus transparente qu'une approche de "listes négatives".

3. Dispositions relatives au développement

28. Des contributions écrites ont été reçues de l'Inde (WT/WGTI/W/148) et des Communautés européennes (WT/WGTI/W/154).

29. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question de savoir comment établir un équilibre entre le besoin des Membres de disposer d'une marge de manœuvre pour leur développement et d'autres objectifs et la nécessité de créer un cadre transparent, stable et prévisible pour l'investissement.

30. Selon un avis, une marge de manœuvre au niveau national à des fins de développement était intrinsèquement incompatible avec des règles internationales contraignantes. Les obligations multilatérales imposaient des limites à la liberté et à la souplesse avec laquelle les pays en développement pouvaient mener leurs stratégies en matière d'investissement étranger, notamment pour filtrer et canaliser l'IED et éviter l'éviction des investisseurs nationaux, et pour réglementer dans l'intérêt national. Pour d'autres, il n'y avait pas de contradiction entre, d'une part, la marge de manœuvre d'un pays d'accueil et son aptitude à réglementer et, d'autre part, sa participation à un cadre de règles multilatérales transparentes et prévisibles. Les avis pouvaient être différents quant au dosage approprié, mais les règles internationales étaient considérées comme un moyen d'assurer et non d'annuler la marge de manœuvre d'un pays et d'accroître son aptitude à attirer l'IED.

31. Deux domaines principaux dans lesquels la marge de manœuvre était considérée comme potentiellement pertinente pour de nombreux pays en développement Membres ont été débattus: la réglementation concernant l'entrée de l'investissement étranger, par un filtrage général, des restrictions sélectives et des conditions d'entrée, et la mise en œuvre de politiques visant à accroître la contribution de l'investissement étranger aux besoins et objectifs de développement économique et social de ces pays par des prescriptions de résultats (y compris le transfert de technologie), des incitations à l'investissement et des préférences accordées aux investisseurs nationaux.

32. Il a été relevé en outre qu'il existait deux approches fondamentales pour incorporer une telle marge de manœuvre dans un accord multilatéral éventuel sur l'investissement: i) assurer une certaine flexibilité dans la conception même des dispositions de fond d'un tel accord; et/ou ii) formuler des dispositions spéciales ou des exceptions à des fins de développement.

33. On a débattu de la question de savoir si l'AGCS constituait un modèle utile pour l'inclusion d'une marge de manœuvre suffisante dans un cadre multilatéral éventuel pour l'investissement. Certains Membres ont estimé qu'une approche de "listes positives" du type AGCS pour l'inscription d'engagements spécifiques offrait plus de flexibilité qu'une approche de "listes négatives" prévoyant des exceptions particulières. L'AGCS non seulement permettait aux pays d'intégrer graduellement des engagements concernant l'accès aux marchés et le traitement national en fonction de leurs besoins et de leur niveau de développement propres, mais aussi de les laisser libres d'attacher à ces engagements d'autres conditions liées à leurs objectifs de développement (par exemple, coentreprises, limites de participation ou prescriptions de résultats). L'attention a par ailleurs été appelée sur les dispositions de l'AGCS reconnaissant la nécessité de tenir dûment compte, dans tout processus de libéralisation, des objectifs de politique nationale et du niveau de développement des différents Membres.

34. D'autres, toutefois, ont contesté l'utilité du modèle de l'AGCS. D'après certains, le type d'engagements contraignants en matière d'accès aux marchés – ou avant établissement – inclus dans le mode 3 de l'AGCS était incompatible avec le besoin des pays en développement de disposer d'une certaine latitude pour filtrer et canaliser l'investissement étranger. On a estimé aussi que les négociations de l'AGCS avaient dans la pratique poussé les pays à accepter des engagements plus amples et plus profonds qu'ils ne le souhaitaient, réduisant ainsi leur marge de manœuvre. En outre, l'AGCS avait posé aux négociateurs des pays en développement des problèmes dans une série de domaines, y compris les exemptions de l'obligation NPF, les classifications industrielles, l'inscription d'engagements dans des listes et les questions de réglementation. D'aucuns ont souligné que l'AGCS était un accord incomplet et que dans des domaines importants tels que les mesures de sauvegarde et les subventions, son impact potentiel sur la marge de manœuvre disponible pour le développement n'était pas clair. Un point de vue exprimé dans ce contexte a mis en doute la pertinence de l'AGCS pour tout débat portant sur un accord éventuel sur l'investissement. L'AGCS était essentiellement un accord commercial, dont la pertinence était limitée pour ce qui est de la réglementation des flux de capitaux et, en tant que tel, il ne pouvait offrir la flexibilité dont avaient besoin les pays en développement en ce qui concerne l'investissement étranger.

35. Selon un autre point de vue, l'approche des listes positives et de la libéralisation progressive de l'AGCS ne créerait pas le type de climat ouvert et transparent dont avaient besoin les pays en développement pour attirer l'IED.

4. Non-discrimination et modalités pour les engagements avant établissement

36. Des communications écrites ont été reçues de l'Inde, des Communautés européennes et du Canada (WT/WGTI/W/149, W/150, W/154 et W/157, respectivement).

37. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question de savoir dans quelle mesure le principe de non-discrimination – tel qu'il est inclus dans le traitement national et le traitement de la

nation la plus favorisée (NPF) – devait être incorporé dans un accord multilatéral éventuel sur l'investissement. Selon un avis, les normes de non-discrimination appliquées au commerce ne pouvaient s'appliquer à l'investissement, car les flux financiers étaient distincts des flux de marchandises et de services. Selon un autre point de vue, le commerce et les investissements étaient intrinsèquement liés – et complémentaires – et c'était la raison pour laquelle les Ministres réunis à Doha avaient reconnu l'intérêt d'un cadre multilatéral pour l'investissement qui contribuerait à l'expansion du commerce.

38. Quatre questions générales et liées entre elles ont été soulevées. La première avait trait à la manière dont les normes de non-discrimination pourraient être appliquées avant et après établissement. Si certains ont pu convenir que les normes de non-discrimination devaient s'appliquer après établissement, sous réserve de certaines exceptions, l'idée d'étendre un engagement de non-discrimination au stade avant établissement a été plus controversée. Certains ont estimé que les engagements avant établissement ne devraient absolument pas faire partie d'une approche multilatérale de l'investissement. Selon une autre opinion, aucune distinction ne devait être établie entre les différentes phases de l'investissement pour l'application du principe de non-discrimination, si l'objectif était de créer un cadre politique sûr et prévisible pour l'investissement.

39. La deuxième question portait sur la distinction établie entre le traitement NPF et le traitement national. Selon un point de vue, le traitement NPF devait être une règle d'application générale tant avant qu'après établissement, car c'était un moyen de garantir l'égalité de traitement des investissements étrangers, de créer un système de règles d'investissement plus transparent et uniforme et de maintenir la compatibilité avec les autres accords de l'OMC, dont l'AGCS. Les différences d'opinion ont été plus marquées en ce qui concerne l'application du traitement national. Si certains étaient d'avis que le traitement national devait s'appliquer à toutes les étapes de l'investissement - l'entrée, l'exploitation après établissement et la liquidation -, d'autres estimaient que les pays d'accueil, en particulier les pays en développement, devaient pouvoir accorder un traitement différent aux investisseurs nationaux et aux investisseurs étrangers, et conserver en particulier la liberté de contrôler, de filtrer et de canaliser l'investissement étranger conformément aux objectifs de leur politique nationale.

40. La troisième question était de savoir si les normes de non-discrimination devaient s'appliquer de manière différente aux différents types d'investissement. Selon un point de vue, les pays d'accueil devaient avoir toute latitude de faire une distinction entre l'IED et l'investissement de portefeuille à court terme, afin d'éviter de donner une couverture légale à des flux de capitaux spéculatifs et potentiellement déstabilisants. Selon un autre point de vue, il était important d'accorder un traitement non discriminatoire à tous les types d'investissement – investissement de portefeuille et IED – afin de refléter le caractère évolutif des flux financiers, les relations changeantes entre États et investisseurs et les besoins spécifiques des pays en développement.

41. La quatrième question portait sur les avantages comparés de l'approche dite des "listes positives" et de l'approche dite des "listes négatives" pour l'inscription des engagements. Certains étaient en faveur de l'approche des "listes positives" qui autorisait, sous certaines conditions, une libéralisation sélective à l'entrée et à l'établissement dans des activités spécifiques, ce qui permettait aux pays d'accueil de disposer d'une plus grande flexibilité pour mener leur politique nationale de développement et mobiliser l'IED de manière à ce qu'il contribue à la réalisation de leurs objectifs de développement économique. Selon un autre point de vue, l'approche des "listes négatives", dans le cadre de laquelle les pays présentaient des exceptions aux règles d'application générale, était préférable. L'approche des "listes positives" réduisait considérablement la portée de l'accès aux marchés et la garantie juridique de non-discrimination, ce qui risquait d'avoir un effet dissuasif sur les flux d'investissement étranger vers les pays d'accueil. Selon un autre point de vue, l'approche de "listes positives" pouvait s'appliquer à la phase avant établissement de l'investissement et l'approche de "listes négatives" à la phase après établissement.

42. Il a été dit que la question des obligations des pouvoirs publics dans le cadre de tout accord multilatéral éventuel sur l'investissement aux niveaux intérieurs autres que celui de l'ensemble du pays était importante et devait être examinée plus avant par le Groupe de travail.

5. Sauvegardes concernant la balance des paiements

43. Une communication écrite a été reçue des Communautés européennes (WT/WGTI/W/153).

44. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen des sauvegardes concernant la balance des paiements. La nécessité de conférer aux gouvernements la flexibilité requise pour tenir compte des questions de balance des paiements dans tout cadre pour l'investissement a été réaffirmée par de nombreuses délégations. Parallèlement, de nombreux intervenants ont souligné la nécessité de garantir le libre transfert de toutes les transactions courantes et concernant le compte de capital et d'attacher des conditions claires à toutes les dispositions de sauvegarde afin de veiller à ce qu'elles n'entraînent pas une discrimination arbitraire ou injustifiable ou ne créent pas de restrictions déguisées. Tout comme dans le GATT et l'AGCS, une flexibilité additionnelle devait être ménagée aux pays en développement pour atteindre ces objectifs. De nombreux intervenants ont également souligné la nécessité d'assurer la compatibilité entre un éventuel accord sur l'investissement à l'OMC et les statuts du FMI.

6. Obligations des investisseurs et des gouvernements des pays d'origine

45. Le Secrétariat a reçu une communication écrite conjointe de la Chine, de Cuba, de l'Inde, du Kenya, du Pakistan et du Zimbabwe (WT/WGTI/W/152).

46. L'argument a été avancé qu'il fallait accorder davantage d'attention à la question des obligations des investisseurs et des gouvernements des pays d'origine. L'augmentation récente de l'IED a fait ressortir la disparité entre le pouvoir économique et l'activité mondiale des entreprises multinationales et les possibilités limitées des pays d'accueil pour ce qui est de réglementer leur comportement ainsi que les conflits d'intérêts possibles entre les objectifs de ces entreprises multinationales et les objectifs de développement des pays d'accueil. L'absence de normes internationales contraignantes de comportement pour les entreprises multinationales a été mise en lumière par les cas récents de pratiques frauduleuses de ces dernières. Compte tenu du fait que le paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Doha dispose que tout cadre multilatéral pour l'investissement devrait refléter de manière équilibrée les intérêts des pays d'origine et des pays d'accueil et tenir dûment compte des politiques et objectifs de développement des gouvernements d'accueil ainsi que de leur droit de réglementer dans l'intérêt général, il fallait établir un équilibre entre les droits des investisseurs et ceux des gouvernements d'accueil et entre les obligations des investisseurs et ceux des pays d'origine.

47. À cet égard, des principes généraux ont été proposés pour définir les obligations des investisseurs ainsi que leurs obligations spécifiques dans les domaines des pratiques commerciales restrictives, du transfert de technologie, de la balance des paiements, de la propriété et du contrôle, de la protection des consommateurs et de l'environnement ainsi que de la publication d'informations, y compris de renseignements comptables. Il a été soutenu que les politiques des pays d'origine pouvaient influencer le comportement de leurs entreprises multinationales et qu'il était par conséquent important que les gouvernements des pays d'origine assument l'obligation de veiller à ce que leurs entreprises multinationales aient un comportement responsable.

48. Selon un autre point de vue, il était certes important de veiller à ce que les entreprises aient un comportement responsable, mais l'établissement de règles internationales contraignantes en matière de comportement des entreprises et d'obligations pour les pays d'origine n'était pas approprié. Il était préférable de s'en tenir à une réglementation nationale dans les pays d'accueil, complétée par des

directives non contraignantes juridiquement et d'autres initiatives volontaires. La notion de règles contraignantes applicables aux entreprises n'avait pas de sens en droit international et la proposition que les pays d'origine imposent des obligations en ce qui concerne les activités de leurs investisseurs à l'étranger posait de sérieuses difficultés juridiques, notamment sur le plan de l'extraterritorialité. De l'avis de certains, des suggestions spécifiques sur des questions telles que les prescriptions de résultats, le transfert de technologie et la balance des paiements étaient économiquement contreproductives. Il a été dit par ailleurs que la notion de responsabilité sociale des entreprises englobe aussi des questions telles que la corruption et les normes relatives à l'emploi et au travail et que, outre les gouvernements et les entreprises, les actionnaires et les organisations non gouvernementales avaient un rôle à jouer pour assurer le respect des normes de responsabilité sociale.

49. Pour certains, la question des obligations des investisseurs et des pays d'origine ne s'inscrivait pas dans le cadre du mandat du Groupe de travail au titre du paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Doha ou, plus généralement, de la compétence de l'OMC. D'un autre côté, il a été indiqué que l'examen de cette question faisait bel et bien partie du mandat du Groupe de travail eu égard à la prescription énoncée au paragraphe 22 que tout cadre devrait refléter de manière équilibrée les intérêts des pays d'origine et des pays d'accueil et tenir compte des politiques et objectifs de développement des gouvernements d'accueil ainsi que de leur droit de réglementer. Les règles de l'OMC dans des domaines tels que les ADPIC, les MIC, les mesures antidumping ainsi que les subventions et les mesures compensatoires avaient un effet direct sur l'activité des entreprises privées, parfois sur le plan extraterritorial. Cela contredisait l'argument selon lequel l'OMC n'était pas compétente pour aborder les questions de comportement privé et que l'on ne pouvait pas demander aux pays d'origine d'assumer des obligations quant au comportement de leurs investisseurs dans d'autres pays.

7. Liens entre un cadre multilatéral pour l'investissement et l'AGCS

50. Des communications écrites ont été reçues du Japon (WT/WGTI/W/156 et WT/WGTI/W/158).

51. Il y a eu débat sur la question de savoir si l'inclusion dans l'AGCS de la "présence commerciale" comme moyen de fourniture de services signifiait que l'investissement étranger était couvert par l'Accord. Selon un point de vue, il n'était pas approprié d'établir un parallèle entre la notion de présence commerciale, d'une part, et les disciplines d'investissement, d'autre part, puisque la présence commerciale n'était couverte dans l'AGCS que dans la mesure où elle facilitait la fourniture de services – et cela, également, faisait l'objet de certaines conditions et limitations. Selon un autre point de vue, la notion de présence commerciale, telle qu'elle est définie dans l'AGCS, couvrait clairement certaines formes d'investissement étranger dans le secteur des services, en particulier l'IED. Il a aussi été dit qu'il n'y avait aucune raison d'ordre économique de faire une distinction entre l'établissement d'une présence commerciale dans le secteur des services et l'IED dans des secteurs autres que les services et que de nombreux accords internationaux comprenaient des disciplines en matière d'investissement qui ne faisaient pas la distinction entre marchandises et services.

52. Les liens entre un cadre multilatéral éventuel pour l'investissement et les engagements des Membres au titre de l'AGCS pour ce qui est de la présence commerciale comme moyen de fourniture de services ont été identifiés comme une question nécessitant d'être examinée plus avant. Une approche possible était d'exclure les services du champ d'application d'un tel cadre. On a fait observer que cela nécessiterait une harmonisation entre le cadre et l'AGCS de manière à éviter des différences injustifiables entre investissement dans les services et investissement dans les autres secteurs. Une deuxième approche pouvait consister à inclure les services dans un cadre multilatéral pour l'investissement, ce qui pourrait exiger que l'on apporte des modifications à l'AGCS pour éviter les incompatibilités et les contradictions. Il a été indiqué qu'une troisième approche était possible: un

cadre multilatéral pouvait s'appliquer aussi bien aux marchandises qu'aux services, mais son application aux services se limiterait à des règles qui iraient au-delà des dispositions de l'AGCS.

53. Pour ce qui est de la suggestion d'intégrer dans un cadre multilatéral pour l'investissement les engagements en matière de présence commerciale dans les services, il a été souligné que le fait de les extraire du contexte général de l'AGCS pourrait nécessiter un ajustement du niveau des engagements.

8. Généralités

54. Des communications écrites d'un caractère plus général ont été reçues du Japon (WT/WGTI/W/158), du Canada (WT/WGTI/W/157), ainsi que du Canada, du Costa Rica et de la Corée (WT/WGTI/W/162).

55. Il a été souligné qu'il y avait eu au Groupe de travail de nombreux échanges de vues sur les questions appelant une clarification conformément au paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Doha, ainsi que sur d'autres sujets connexes soulevés au cours de ses travaux. Certains ont fait observer que leurs communications et interventions avaient été faites sans préjudice de leur position concernant la nécessité d'un cadre multilatéral pour l'investissement à l'OMC.

56. D'aucuns ont estimé que les travaux accomplis depuis la Conférence ministérielle de Doha avaient permis de clarifier toutes ces questions fondamentales – et leurs liens réciproques – ainsi qu'il avait été prescrit par la Déclaration de Doha, facilitant la conceptualisation d'un cadre multilatéral réaliste, clair et intégré pour l'investissement sous l'égide de l'OMC. Des divergences demeuraient sur un certain nombre de questions de fond – et de nouveaux sujets avaient été soulevés au cours des débats – mais l'on avait atteint un point à partir duquel il n'était plus possible de progresser qu'en dépassant la phase analytique des travaux pour entamer la phase des négociations.

57. Certains ont fait observer qu'ils seraient disposés à entamer des négociations sur l'investissement à condition que les préoccupations des pays en développement soient suffisamment prises en compte.

58. Pour d'autres, les délibérations du Groupe de travail avaient révélé combien la substance, les incidences et la justification d'un cadre multilatéral éventuel pour l'investissement restaient peu claires. Sur toutes les questions appelant une clarification conformément au paragraphe 22, il restait entre les Membres des divergences importantes et significatives. Il était nécessaire de poursuivre l'analyse et les débats avant que des décisions puissent être prises concernant les futurs travaux du Groupe. Pour eux, l'idée d'entamer une phase de négociations était prématurée.

Annexe 1

TEXTE DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA⁴

LIENS ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT

20. Reconnaissant les arguments en faveur d'un cadre multilatéral destiné à assurer des conditions transparentes, stables et prévisibles pour l'investissement transfrontières à long terme, en particulier l'investissement étranger direct, qui contribuera à l'expansion du commerce, et la nécessité d'une assistance technique et d'un renforcement des capacités accrues dans ce domaine ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 21, nous convenons que des négociations auront lieu après la cinquième session de la Conférence ministérielle sur la base d'une décision qui sera prise, par consensus explicite, à cette session sur les modalités des négociations.

21. Nous reconnaissons les besoins des pays en développement et des pays les moins avancés en ce qui concerne un soutien accru pour une assistance technique et un renforcement des capacités dans ce domaine, y compris l'analyse et l'élaboration de politiques de façon qu'ils puissent mieux évaluer les implications d'une coopération multilatérale plus étroite pour leurs politiques et objectifs de développement, et le développement humain et institutionnel. À cette fin, nous travaillerons en coopération avec les autres organisations intergouvernementales pertinentes, y compris la CNUCED, et par les voies régionales et bilatérales appropriées, pour fournir une assistance renforcée et dotée de ressources adéquates pour répondre à ces besoins.

22. Jusqu'à la cinquième session, la suite des travaux du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement sera centrée sur la clarification de ce qui suit: portée et définition; transparence; non-discrimination; modalités pour des engagements avant établissement reposant sur une approche fondée sur des listes positives de type AGCS; dispositions relatives au développement; exceptions et sauvegardes concernant la balance des paiements; consultations et règlement des différends entre les Membres. Tout cadre devrait refléter de manière équilibrée les intérêts des pays d'origine et des pays d'accueil, et tenir dûment compte des politiques et objectifs de développement des gouvernements d'accueil ainsi que de leur droit de réglementer dans l'intérêt général. Les besoins spéciaux des pays en développement et des pays les moins avancés en matière de développement, de commerce et de finances devraient être pris en compte en tant que partie intégrante de tout cadre, qui devrait permettre aux Membres de contracter des obligations et des engagements qui correspondent à leurs besoins et circonstances propres. Il faudrait prendre dûment en considération les autres dispositions pertinentes de l'OMC. Il faudrait tenir compte, selon qu'il sera approprié, des arrangements bilatéraux et régionaux sur l'investissement existants.

⁴ WT/MIN(01)/DEC/1.

Annexe 2

*Tableau récapitulatif des communications reçues par le Groupe de travail des liens
entre commerce et investissement en 2002 et 2003*

<i>Cote (WT/WGTI/W/-)</i>	<i>Membre/Autre source</i>	<i>Titre ou sujet</i>
W/108	Secrétariat	Portée et définition des termes "investissement" et "investisseur"
W/109	Secrétariat	Transparence
W/110	Communauté européenne et États membres	Document de réflexion sur la transparence
W/111	Japon	Portée et définition
W/112	Japon	Transparence
W/113	Canada	Portée et définition
W/114	Corée	Portée et définitions de l'"investissement"
W/115	Communauté européenne et États membres	Document de réflexion sur la définition de l'investissement
W/116	OCDE	Activités de l'OCDE dans le domaine du renforcement des capacités d'investissement
W/117	Mexique	Communication concernant le Séminaire de l'APEC sur les accords et règles bilatéraux et régionaux relatifs à l'investissement – Mérida, Mexique, 17-18 juin 2002
W/118	Secrétariat	Non-discrimination, traitement de la nation la plus favorisée et traitement national
W/119	Secrétariat	Dispositions relatives au développement
W/120	Secrétariat	Modalités pour des engagements avant établissement reposant sur une approche fondée sur des listes positives de type AGCS
W/121	Communauté européenne et États membres	Document de réflexion sur les modalités avant établissement
W/122	Communauté européenne et États membres	Document de réflexion sur la non-discrimination
W/123	Corée	Non-discrimination et approche de type AGCS pour l'investissement
W/124	Japon	Non-discrimination
W/125	Japon	Modalités pour des engagements avant établissement
W/126	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	Dispositions relatives au développement

<i>Cote (WT/WGTI/W/-)</i>	<i>Membre/Autre source</i>	<i>Titre ou sujet</i>
W/127	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	Non-discrimination et engagements avant établissement
W/128	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	Portée et définition de l'"investissement"
W/129	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	Garantir la transparence
W/130	Canada	Modalités pour des engagements avant établissement avec une approche fondée sur des listes positives de type AGCS
W/131	Canada	Dispositions relatives au développement
W/132	Mexique	Non-discrimination
W/133	Suisse	Cadre multilatéral pour l'investissement: une approche des dispositions relatives au développement
W/134	Secrétariat	Consultations et règlement des différends entre les Membres
W/135	Secrétariat	Activités d'assistance technique au titre du paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Doha
W/136	Secrétariat	Questions essentielles concernant l'investissement étranger direct et le transfert et la diffusion de technologie dans les pays en développement
W/137	Secrétariat	Exceptions et sauvegardes concernant la balance des paiements
W/138	Japon	Exceptions et sauvegardes concernant la balance des paiements
W/139	Japon	Consultations et règlement des différends entre les Membres
W/140	Communauté européenne et États membres	Document de réflexion sur les dispositions relatives au développement
W/141	Communauté européenne et États membres	Document de réflexion sur les consultations et le règlement des différends entre les Membres
W/142	Etats-Unis	IED et investissement de portefeuille dans le cadre d'un accord de l'OMC sur l'investissement
W/143	Corée	Les dispositions de sauvegarde relatives à la balance des paiements dans les accords sur l'investissement
W/144	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	Exceptions et sauvegardes concernant la balance des paiements

<i>Cote (WT/WGTI/W/-)</i>	<i>Membre/Autre source</i>	<i>Titre ou sujet</i>
W/145	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	Mécanisme de règlement des différends
W/146	Canada	Exceptions et sauvegardes concernant la balance des paiements
W/147	Canada	Consultations et règlement des différends
W/148	Inde	Dispositions relatives au développement
W/149	Inde	Non-discrimination
W/150	Inde	Points de vue sur les modalités pour des engagements avant établissement reposant sur une approche fondée sur des listes positives de type AGCS
W/151	Secrétariat	Activités d'assistance technique menées en 2002 au titre du paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Doha
W/152	Chine, Cuba, Inde, Kenya, Pakistan et Zimbabwe	Obligations des investisseurs et des gouvernements des pays d'origine
W/153	Communauté européenne et États membres	Document de réflexion sur les sauvegardes concernant la balance des paiements
W/154	Communauté européenne et États membres	Document conceptuel sur la marge de manœuvre pour le développement
W/155	Canada	Transparence
W/156	Japon	Liens entre les futures règles multilatérales sur l'investissement et l'AGCS
W/157	Canada	Liens réciproques et infrastructure naissante d'un éventuel cadre multilatéral de l'OMC pour l'investissement reposant sur des éléments mentionnés au paragraphe 22 de la Déclaration de Doha
W/158	Japon	Points de vue sur la nécessité des règles multilatérales sur l'investissement
W/159	Chine	Portée et définition
W/160	Chine	Transparence
W/161	Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED	Future collaboration entre les Secrétariats de l'OMC et de la CNUCED dans le domaine de l'investissement en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités pour les pays en développement et les pays les moins avancés
W/162	Canada, Costa Rica et Corée	Négociation d'un cadre multilatéral sur l'investissement à l'OMC
W/163	Communauté européenne et États membres	Aperçu général des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le cadre de l'OMC
W/164	OCDE	Travaux récents du Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales de l'OCDE

Annexe 3

Activités d'assistance technique et de renforcement des capacités exécutées en 2002-2003

Sujets	Mandat de Doha pour la CT et le CR	Activité	En coopération avec	Dates	Lieu
Cours de formation intensive pour l'Afrique anglophone	21, 22	Cours de formation	CNUCED	18-29 mars 2002	Afrique du sud (Pretoria)
Séminaire régional pour l'Asie	21, 22	Séminaire régional	CNUCED/Singapour	6-8 mai 2002	Singapour
Commerce et investissement	21, 22	Atelier national	CNUCED	13-14 mai 2002	Chine (Beijing)
Atelier technique de l'OCDE	21, 22	Atelier technique	OCDE	15-20 mai 2002	Hong Kong, Chine
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	CNUCED	16 mai 2002	Indonésie (Djakarta)
Atelier de l'APEC sur les règles/accords d'investissement régionaux et bilatéraux	21, 22	Atelier technique	APEC	17-18 mai 2002	Mexique (Mérida)
Cours de formation intensive pour l'Afrique francophone	21, 22	Cours de formation	CNUCED/Agence de la Francophonie	27 mai-6 juin 2002	Égypte (Alexandrie)
Séminaire régional pour l'Afrique francophone	21, 22	Séminaire régional	CNUCED	19-21 juin 2002	Gabon (Libreville)
Séminaire régional sur les politiques	21, 22	Séminaire régional	Thaïlande	27 juin 2002	Thaïlande (Bangkok)
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	Thaïlande	28 juin 2002	Thaïlande (Bangkok)
Formation pour les délégations basées à Genève et les fonctionnaires de l'administration centrale en visite, coïncidant avec la réunion du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement	21, 22	Atelier technique (anglais)	CNUCED	2 juillet 2002	Suisse (Genève)
Séminaire régional pour l'Amérique centrale	21, 22	Séminaire régional	CNUCED/BID-INTAL	12-13 août 2002	Costa Rica (San José)
Formation pour les délégations basées à Genève et les fonctionnaires de l'administration centrale en visite, coïncidant avec la réunion du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement	21, 22	Atelier technique (français)	CNUCED	13 septembre 2002	Suisse (Genève)
Séminaire régional pour l'Amérique du Sud et cours de formation intensive pour l'Amérique latine	21, 22	Séminaire régional et cours de formation	CNUCED/BID-INTAL	7-8 octobre 2002 et 9-18 octobre 2002	Pérou (Lima)
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	CNUCED	24-25 octobre 2002	Venezuela (Caracas)
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	CNUCED	28-29 octobre 2002	Guatemala (Guatemala City)

Sujets	Mandat de Doha pour la CT et le CR	Activité	En coopération avec	Dates	Lieu
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	CNUCED	21-22 novembre 2002	Sri Lanka (Colombo)
Cours de formation intensive pour l'Asie et le Pacifique	21, 22	Cours de formation	CNUCED	23 novembre–4 décembre 2002	Inde (New Delhi)
Formation pour les délégations en poste à Genève et les fonctionnaires de l'administration centrale en visite, coïncidant avec la réunion du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement	21, 22	Atelier technique (espagnol)	CNUCED	29 novembre 2002	Suisse (Genève)
Atelier sur les liens entre commerce et investissement pour les pays africains anglophones	21, 22	Atelier technique	CNUCED/JICA	1 ^{er} -2 décembre 2002	Suisse (Genève)
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	CNUCED	19-20 décembre	Tunisie (Tunis)
Séminaire régional pour l'Afrique francophone	21, 22	Séminaire régional	CNUCED	27-28 janvier 2003	Djibouti
Séminaire de renforcement des capacités pour les pays africains	21, 22, 24	Séminaire	EFTCA/JICA	1 ^{er} -5 février 2003	Égypte (Le Caire)
Séminaire régional pour les pays d'Afrique anglophones	21, 22	Séminaire régional	CNUCED	4-5 février 2003	Botswana (Gaborone)
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	CNUCED	19-20 mars 2003	Maroc (Rabat)
Cours de formation intensive pour l'Afrique anglophone	21, 22	Cours de formation	CNUCED	24 mars-4 avril 2003	Afrique du Sud (Pretoria)
Formation pour les délégations en poste à Genève et les fonctionnaires de l'administration centrale en visite	21, 22	Atelier technique (anglais)	CNUCED	2 avril 2003	Suisse (Genève)
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	CNUCED	7-8 avril 2003	Colombie (Bogota)
Deuxième cours de politique commerciale de l'OMC	21, 22, 36	Cours de politique commerciale		7 avril-27 juin	Kenya (Nairobi)
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	CNUCED	10-11 avril 2003	Argentine (Buenos Aires)
Séminaire régional pour les pays des Caraïbes	21, 22	Séminaire régional	BID-INTAL, CNUCED	28-29 avril 2003	Jamaïque (Kingston)
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	CNUCED	4-5 mai 2003	Mauritanie (Nouakchott)
Cours de formation intensive pour l'Afrique francophone	21, 22	Cours de formation	CNUCED	12-23 mai 2003	Égypte (Alexandrie)
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire national	CNUCED	20-21 mai 2003	Malaisie (Kuala Lumpur)

Sujets	Mandat de Doha pour la CT et le CR	Activité	En coopération avec	Dates	Lieu
Réunion d'experts pour les pays du Moyen-Orient et du Maghreb	21, 22	Séminaire sous-régional	FES	24-25 mai 2003	Égypte (Le Caire)
Atelier sur les liens entre commerce et investissement pour les pays africains francophones	21, 22	Atelier technique	CNUCED/JICA	13-14 juin 2003	Suisse (Genève)
Séminaire régional pour l'Asie centrale et occidentale	21, 22	Séminaire régional	CNUCED	18-19 juin 2003	Pakistan (Islamabad)
Séminaire régional pour l'Europe centrale et orientale	21, 22	Séminaire régional	CNUCED	18-19 juin 2003	République tchèque (Prague)
Cours de formation avancée pour hauts fonctionnaires africains	21,22	Cours de formation	CNUCED	16-27 juin 2003	Afrique du Sud (Johannesburg)
Commerce et investissement	21,22	Séminaire national	CNUCED	10-11 juillet 2003	Cuba (La Havane)
Séminaire régional pour les pays d'Amérique latine	21, 22	Séminaire régional	CNUCED	14-15 juillet 2003	Mexique (Mexico)
Commerce et investissement	21, 22	Séminaire régional	CNUCED	[juillet/août]	Qatar